

2017
ANNÉE INTERNATIONALE
DU TOURISME DURABLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT



Assemblée générale

Vingt-deuxième session

Chengdu (Chine), 11-16 septembre 2017

Point 10 III) b) de l'ordre du jour provisoire

A/22/10(III)(b)

Madrid, 15 août 2017

Original: anglais

Rapport du Secrétaire général

Partie III : Questions administratives et statutaires

b) Situation financière de l'Organisation et rapport d'étape sur la phase postérieure à la mise en application des normes IPSAS

Partie A. Situation financière de l'Organisation

Table des matières

I. Situation financière du budget ordinaire au 30 juin 2017	3
A. Plan des recettes et des dépenses pour 2017	3
B. Solde de trésorerie budgétaire au 30 juin 2017	5
II. Contributions volontaires, dons en nature et projets d'initiatives pour la période allant jusqu'au 30 juin 2017	6
III. Projets de la réserve (réserve spéciale pour imprévus)	7
IV. Coûts de personnel	8
I. Introduction	9
II. Phase postérieure à la mise en application des normes IPSAS	9
III. Suites à donner par l'Assemblée générale	12
Annexe I: Comparaison des allocations budgétaires, plan de dépenses et allocations de crédits par grand programme et par programme – Budget ordinaire au 30 juin 2017	14
Annexe II: Contributions mises en recouvrement au 30 juin 2017	15
A. État des contributions dues par les Membres au 30 juin 2017	15
B. Arriérés de contributions reçus des Membres pendant la période s'étant terminée le 30 juin 2017	19



Annexe III: Contributions volontaires reçues pendant la période s'étant terminée le 30 juin 2017	20
Annexe IV: Dons en nature reçus pendant la période s'étant terminée le 30 juin 2017	24
Annexe V: Projets d'initiatives de la période allant jusqu'au 30 juin 2017	26

I. Situation financière du budget ordinaire au 30 juin 2017

1. Conformément à l'article 14.7 du Règlement financier de l'OMT, le Secrétaire général présente un relevé intérimaire de la situation financière au Conseil exécutif deux fois par an.

Tableau 1 - Comparaison du budget, du plan des recettes et des dépenses et du solde de trésorerie budgétaire - Budget ordinaire au 30 juin 2017
Euros

	Recettes approuvées/ Budget initial ¹	Plan des recettes et des dépenses	Solde de trésorerie budgétaire (encaissements moins dépenses)
Écart budgétaire	0,00	0,00	-2 014 754,54
<i>Recettes budgétaires</i>	<i>13 492 000,00</i>	<i>13 180 000,00</i>	<i>10 566 627,55</i>
Contributions des Membres effectifs et associés	12 745 000,00	11 100 000,00	9 445 975,89
Autres sources de recettes	747 000,00	530 000,00	498 090,38
Allocation de l'excédent cumulé du point de vente des publications	144 000,00	144 000,00	144 000,00
Membres affiliés	603 000,00	386 000,00	354 090,38
Arriérés de contributions	0,00	1 550 000,00	622 561,28
<i>Dépenses budgétaires</i>	<i>13 492 000,00</i>	<i>13 180 000,00</i>	<i>12 581 382,09</i>

Note :

¹ Avant transferts. Conformément à la structure des programmes et aux crédits indiqués dans le document A/21/8(I)(b) approuvés initialement aux termes de la résolution A/RES/651(XXI), à la mise à jour de la structure exposée dans le document CE/103/7(a) et approuvée aux termes de la décision CE/DEC/8(CIII), à la mise à jour de la structure exposée dans le document CE/104/7(a) et approuvée aux termes de la décision CE/DEC/8(CIV) et à la mise à jour de la structure exposée dans le document CE/105/5(b) et approuvée aux termes de la décision CE/DEC/8(CV).

2. Le tableau 1 ci-dessus permet de comparer : a) les recettes et les ouvertures de crédit approuvées pour l'exercice 2017 (colonne « Recettes approuvées/budget initial »), b) l'estimation des recettes à recevoir et les plafonds de dépenses établis en conséquence pour l'exercice 2017 au 30 juin 2017 (colonne « Plan des recettes et des dépenses ») et c) le solde de trésorerie budgétaire au 30 juin 2017 d'après les rentrées d'argent à ce jour, les dépenses effectives à ce jour et les engagements jusqu'au 31 décembre 2017 (colonne « Solde de trésorerie budgétaire »).

3. Le budget ordinaire est financé par les contributions mises en recouvrement des Membres¹ et les allocations budgétaires. Le budget ordinaire de l'Organisation de la période budgétaire de deux ans 2016-2017 [A/21/8(I)(b)] a été approuvé par l'Assemblée générale [A/RES/651(XXI)] pour un montant de 26 984 000 EUR ventilé entre les budgets annuels 2016 et 2017, de 13 492 000 EUR chacun.

A. Plan des recettes et des dépenses pour 2017

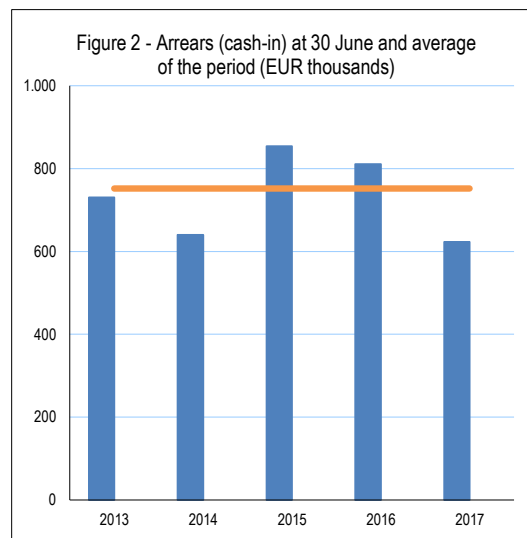
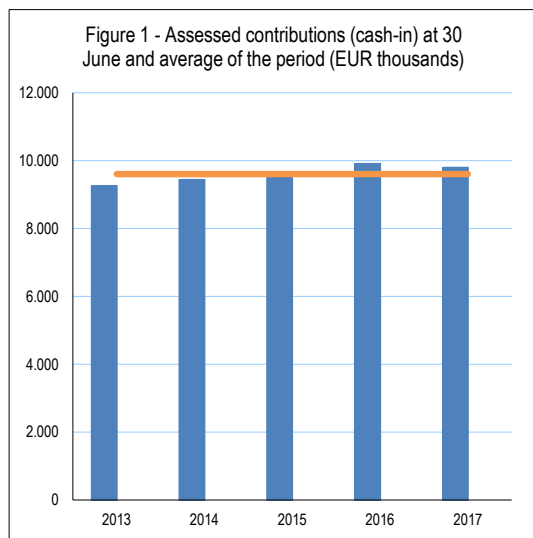
4. Conformément à la Règle de gestion financière III.4 de l'OMT et suivant l'usage des années précédentes, le Secrétaire général a soumis à la cent cinquantième session du Conseil exécutif [CE/105/7(a)] un plan des recettes et des dépenses au 31 mars 2017 d'après a) les crédits approuvés et les prévisions de recettes, b) l'expérience de précédents exercices financiers et c) la recommandation formulée par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session que le programme de travail et budget soit exécuté en fonction des recettes reçues [A/RES/651(XXI)]. Le plan des recettes et des dépenses montre les prévisions de recettes budgétaires à recevoir, le niveau proposé de dépenses budgétaires et les prévisions de résultat budgétaire pour l'exercice financier 2017.

5. La présente section expose le plan des recettes et des dépenses établi par le Secrétaire général

¹ Article 6 du Règlement financier

au 30 juin 2017.

a) Recettes budgétaires



6. Les recettes budgétaires en provenance des contributions mises en recouvrement des Membres effectifs, associés et affiliés à recevoir de l'exercice financier en cours ont été estimées à 11 486 000 EUR, soit 88 % du total des contributions mises en recouvrement. Les montants recouverts au titre des contributions des Membres effectifs, associés et affiliés au 30 juin 2017 (9 800 066 EUR) représentent 85 % du plan estimatif des recettes. Ce pourcentage est légèrement inférieur à celui des années précédentes (88 % en 2016, 86 % en 2015 et 89 % en 2014) et légèrement supérieur au niveau moyen de recouvrement des cinq dernières années (9 605 636 EUR).

7. L'allocation budgétaire en provenance de l'excédent cumulé du point de vente des publications a été maintenue au niveau approuvé par l'Assemblée générale (144 000 EUR), de sorte que les recettes budgétaires estimées pour l'exercice financier et leur exécution sont de 100 %.

8. Pour ce qui est des recettes budgétaires au titre des arriérés de contributions, on estime que 1 550 000 EUR environ seront reçus en 2017 d'après la tendance de recouvrement d'arriérés les années d'Assemblée générale. Le montant recouvré au 30 juin (622 561 EUR) représente 40 % des recettes estimées. Ce taux est significativement inférieur à celui des deux dernières années (67 % en 2016 et 57 % en 2015) mais correspond à celui de 2014 (43 %). Il est loin du niveau moyen de recouvrement des cinq dernières années (751 837 EUR). Malgré toutes les démarches entreprises par le secrétariat et la bonne volonté des Membres concernés, certains Membres ne sont toujours pas en mesure de prendre l'engagement ferme de régler leurs arriérés de contributions ou d'arrêter un plan de paiement approprié. Le secrétariat va poursuivre sa politique consistant à encourager les Membres ayant des arriérés de contributions à soumettre des propositions aux fins du règlement de leurs arriérés, au moins sous la forme de versements échelonnés.

9. En fin de compte, les recettes budgétaires pour l'exercice 2017 ont été estimées à 13 180 000 EUR. Les recettes reçues à ce jour représentent 80 % du plan estimatif des recettes, ce qui est moins qu'en 2016 (86 %) et qu'en 2015 et 2014 (84 % les deux fois).

b) Dépenses budgétaires

10. Les dépenses budgétaires du présent exercice financier ont été initialement prévues à 13 180 000 EUR ce qui correspond aux prévisions de recettes et représente 98 % des crédits

approuvés. Au 30 juin 2017, les prévisions de dépenses budgétaires restent à 98 % des crédits approuvés et concordent avec l'allocation de crédits à cette date. L'annexe II « Comparaison des allocations budgétaires, plan de dépenses et allocations de crédits par grand programme et par programme – Budget ordinaire » montre la répartition des allocations budgétaires par rapport au plan de dépenses et aux crédits alloués par grand programme et par programme au 30 juin 2017.

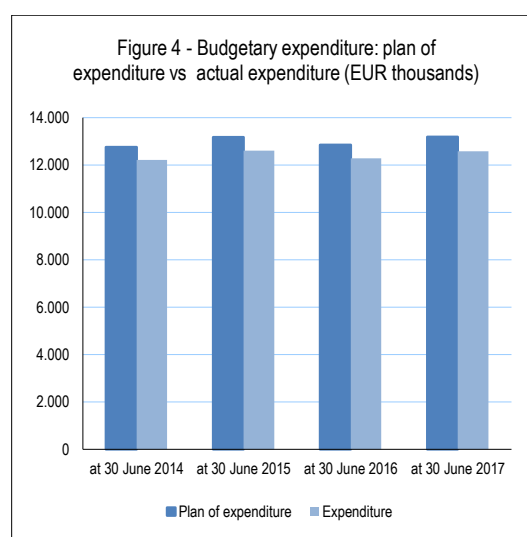
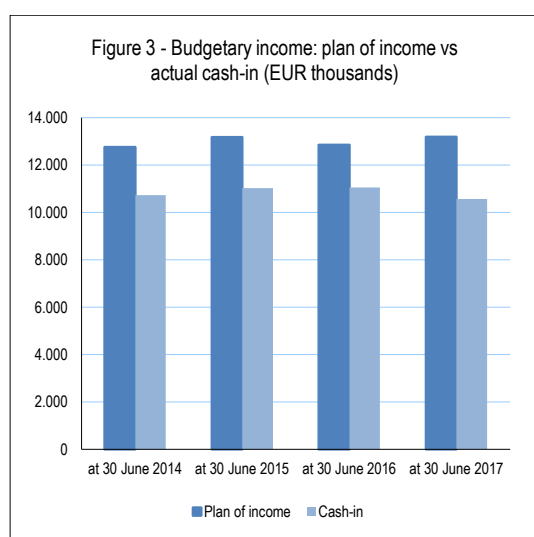
11. Les dépenses budgétaires à ce jour représentent 95 % du plan estimatif des dépenses pour l'exercice en cours, pourcentage similaire à ceux des exercices précédents au 30 juin (96 % en 2016, 2015 et 2014). S'agissant des coûts hors personnel, le taux d'exécution reste de 84 % au 30 juin, ce qui est le même pourcentage qu'en 2016 à la même date (84 %). En ce qui concerne les coûts de personnel, le taux d'exécution est de 100 % (100 % aussi en 2016). Il convient de signaler que les dépenses budgétaires à ce jour incluent les engagements prévisionnels de dépense jusqu'à la fin de l'année.

c) Résultat budgétaire

12. Ces ajustements devraient permettre d'avoir des recettes et des dépenses budgétaires de l'exercice financier à l'équilibre. Cependant, pour éviter tout éventuel déficit de trésorerie budgétaire en fin d'exercice, il faudrait que les recettes budgétaires au titre des arriérés de contributions se rapprochent, dans les prochains mois, du niveau des années précédentes. Si les contributions ne devaient pas se matérialiser aux niveaux attendus, un déficit de trésorerie pourrait apparaître en fin d'année, qui serait couvert par le Fonds de roulement conformément au Règlement financier et règles de gestion financière de l'OMT.

13. En conséquence, au 30 juin 2017, compte tenu tout particulièrement du niveau des montants recouverts au titre des contributions mises en recouvrement, le plan général des recettes et des dépenses établi par le Secrétaire général demeure inchangé par rapport au plan précédent des recettes et des dépenses au 31 mars 2017 [CE/105/7(a)] avec la remarque ci-dessus concernant le niveau des arriérés.

B. Solde de trésorerie budgétaire au 30 juin 2017



14. La présente section fait le point sur le solde de trésorerie budgétaire du budget ordinaire au 30 juin 2017 d'après les rentrées d'argent à ce jour, les dépenses effectives à ce jour et les engagements jusqu'au 31 décembre 2017.

a) Recettes budgétaires

15. Le montant total des recettes budgétaires reçues (encaissements) s'élève à 10 566 628 EUR, dont les arriérés de Membres reçus pendant la période allant jusqu'au 30 juin 2017. Les recettes reçues à ce jour représentent 78 % des recettes budgétaires approuvées.

16. Le niveau des montants recouverts au 30 juin 2017 au titre des contributions de l'exercice en cours des Membres effectifs, associés et affiliés se situe à 9 800 066 EUR, soit 75 % des contributions mises en recouvrement à recevoir du présent exercice (c'est-à-dire 13 112 056 EUR) (76 % en 2016, 74 % en 2015 et 76 % en 2014 à la même date).

17. Les arriérés de contributions reçus à ce jour s'élèvent à 622 561 EUR, ce qui est considérablement moins qu'en 2016 et 2015, mais du même ordre qu'en 2014 au 30 juin (810 325 EUR en 2016, 854 232 EUR en 2015 et 639 757 EUR en 2014).

b) Dépenses budgétaires

18. Les dépenses budgétaires se situent à 12 581 382 EUR, dont les charges courues et les éléments de rapprochement jusqu'au 30 juin 2017 (6 112 836 EUR) ainsi que les engagements prévisionnels de dépense jusqu'au 31 décembre 2017 (6 468 546 EUR). S'agissant des coûts hors personnel, les engagements prévisionnels de dépense jusqu'au 31 décembre 2017 atteignent 47 % et les charges courues et éléments de rapprochement jusqu'au 30 juin 2017 53 %. En ce qui concerne les coûts de personnel, le montant payé au titre des traitements au cours des six premiers mois de l'année est de 4 480 590 EUR, à un niveau similaire à ceux de 2016 et 2015 (c'est-à-dire 4 386 045 EUR en 2016 et 4 671 147 EUR en 2015), soit 47 %, et les engagements prévisionnels de dépense jusqu'au 31 décembre 2017 représentent 53 %.

c) Solde de trésorerie budgétaire

19. Au 30 juin 2017, le solde de trésorerie budgétaire [recettes budgétaires totales reçues (encaissements) moins dépenses budgétaires] donne un déficit de trésorerie de -2 014 754 EUR (-1 228 807 EUR en 2016). Pour le moment, d'après les dépenses budgétaires effectives à ce jour, il y a un excédent de trésorerie de 4 453 791 EUR (5 211 317 EUR en 2016).

20. Le solde de trésorerie budgétaire dépend du moment auquel intervient le règlement par les Membres des contributions mises en recouvrement. La capacité de l'Organisation d'honorer ses obligations à court terme et de suivre le programme de travail peut être compromise en cas de retard dans le recouvrement des contributions des Membres. Le paragraphe 12 des Règles de financement annexées aux Statuts dispose que « Les Membres de l'Organisation effectuent le versement de leur contribution dans le premier mois de l'exercice financier pour lequel elle est due (...) ».

21. L'annexe II au présent document « Contributions mises en recouvrement au 30 juin 2017 » contient un état des contributions dues par les Membres au 30 juin 2017 et des arriérés de contributions reçus de la part des Membres pendant la période s'étant terminée le 30 juin 2017.

II. Contributions volontaires, dons en nature et projets d'initiatives pour la période allant jusqu'au 30 juin 2017

22. Les contributions volontaires, dons en nature et soldes non utilisés à l'achèvement des projets financés par des contributions volontaires (projets d'initiatives) servent à diversifier les sources de

financement des activités de l'OMT à l'appui des buts de l'Organisation et viennent augmenter les ressources nécessaires.

A. Contributions volontaires

23. Le total des contributions volontaires reçues (encaissements) pendant la période allant jusqu'au 30 juin 2017 s'élève à 1 901 220 EUR, à un niveau de 17 % inférieur à celui des contributions volontaires reçues pour la même période en 2016 (2 303 185 EUR) et en 2015 (1 327 946 EUR).

24. Les cinq principaux donateurs de la période considérée ont été le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Agence japonaise de tourisme, l'Argentine, la République de Corée et Suning Appliance Group (Chine).

25. Il ressort de l'analyse par projet que les projets ayant reçu les plus hauts niveaux de contributions volontaires au cours de la période considérée sont les suivants : compte de compensation projets avec le PNUD (Classement hôtelier au Maroc), Année internationale du tourisme durable pour le développement (2017), Bureau régional d'appui Asie-Pacifique, prix de l'OMT récompensant l'excellence et l'innovation dans le tourisme et prototype de produit de tourisme œnologique.

26. L'annexe III « Contributions volontaires de la période s'étant terminée le 30 juin 2017 » offre une liste des contributions volontaires reçues (encaissements) par donateur et par projet.

B. Dons en nature

27. L'Organisation reçoit également des dons en nature sous la forme de voyages et de mise à disposition de centres de conférence. Pour la période allant jusqu'au 30 juin 2017, ces dons atteignent 764 964 EUR, soit 34 % de moins que les dons en nature reçus pour la même période en 2016 (1 161 538 EUR).

28. Les principaux donateurs de voyages de la période considérée ont été les Philippines, El Salvador, le Honduras et le Bangladesh. Par ailleurs, s'agissant de l'utilisation de centres de conférence, les cinq principaux donateurs ont été les Philippines, Astana Expo, les Émirats arabes unis, la Pologne et Agencia Valenciana de Turismo.

29. L'annexe IV « Dons en nature de la période s'étant terminée le 30 juin 2017 » fournit une liste des dons en nature reçus par type de don et par donateur.

C. Projets d'initiatives

30. À l'achèvement des activités au titre de projets financés par des contributions volontaires, l'OMT conserve les soldes non utilisés pour des activités connexes, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement avec le donateur. Le Secrétaire général a décidé d'utiliser ces soldes conservés par l'OMT à l'appui des buts et des activités de l'Organisation comme indiqué à l'annexe V « Projets d'initiatives de la période s'étant terminée le 30 juin 2017 ».

III. Projets de la réserve (réserve spéciale pour imprévus)

31. Le Conseil exécutif, aux termes de sa décision CE/DEC/10(C), a approuvé la mise en œuvre du projet du web financé par la réserve spéciale pour imprévus suivant les conditions énoncées dans le document CE/100/5(a) et pour un montant total de 96 000 EUR.

32. Le secrétariat s'est employé à préparer le cahier des charges pour le développement du nouveau site internet de l'OMT en vue de lancer un appel d'offres ouvert. Pour ce faire, il a procédé, dans le détail, à une évaluation interne des besoins qui a fait apparaître la nécessité d'une mise à jour de l'actuel progiciel de gestion de la relation client (CRM), très imbriqué dans la page web. Il a donc estimé important d'inclure cette mise à jour du CRM dans l'appel d'offres ouvert pour le nouveau site internet de l'OMT. Traiter de front ces deux processus sera très avantageux pour l'Organisation : intégration complète du web au CRM et réciproquement, baisse de leurs coûts de gestion à l'avenir, communication efficace grâce au système d'envoi de courrier CRM. Ceci suppose un surcoût de 35 000 EUR. L'Assemblée générale est invitée à approuver l'affectation de fonds de ce montant, imputés sur le solde de la réserve spéciale pour imprévus, à la mise à jour du progiciel CRM dans le cadre du projet du web. Le solde disponible de la réserve spéciale pour imprévus s'élève actuellement à 229 000 EUR environ.

IV. Coûts de personnel

33. En vertu de l'article 16 de l'« Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du tourisme » adopté le 23 décembre 2003, l'OMT a convenu d'accepter le Statut de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et de mettre au point avec l'ONU des normes uniformes en matière d'emploi sur le plan international.

34. La rémunération des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur se compose d'un traitement de base et d'une indemnité de poste selon la méthodologie de la CFPI. Celle-ci publie et met à jour à intervalles périodiques le barème des traitements de base. L'indemnité de poste est un montant qui vient s'ajouter au traitement de base de sorte que les fonctionnaires des organismes des Nations Unies ont un pouvoir d'achat équivalent à celui de la ville de référence (New York), indépendamment de leur lieu d'affectation. L'indice d'ajustement, publié tous les mois par la CFPI, tient compte de l'évolution du coût de la vie au siège de l'OMT. Normalement, il est mis à jour tous les cinq ans suivant la méthodologie de la CFPI à l'aide d'enquêtes intervilles. En octobre 2016, une enquête intervilles sur les salaires a eu lieu à Madrid. On peut supposer que le résultat de l'enquête, après sa confirmation par l'Assemblée générale des Nations Unies, sera mis en application en 2017. À la date du présent rapport, l'indice d'ajustement approuvé n'est pas encore connu.

35. La rémunération des fonctionnaires de la catégorie des services généraux se fonde sur un barème des traitements publié par la CFPI et revu sur la base de 90 % des variations de l'indice des prix à la consommation à Madrid depuis la dernière augmentation, si ladite variation est positive, ainsi que le prévoit la méthodologie de la CFPI. L'actuel barème des traitements sera mis à jour avec prise d'effet le 1^{er} octobre 2017. À la date d'établissement du présent rapport, ce pourcentage n'est pas encore connu.

Partie B. Rapport d'étape sur la phase postérieure à la mise en application des normes IPSAS

I. Introduction

1. Le projet de mise en œuvre des normes IPSAS à l'OMT comporte trois phases distinctes : une phase préalable, une phase principale et une phase postérieure [CE/88/5(a)].

a) La phase préalable (2009-2010) a notamment consisté à mettre en place un nouveau modèle financier à l'OMT instaurant une séparation des rôles en matière d'administration financière ;

b) La phase principale (de 2011 à début 2015) a recouvert le travail préparatoire nécessaire aux fins de l'établissement d'états financiers conformes aux normes IPSAS : méthodes et procédures comptables, règles et réglementation, mise en place de systèmes informatiques nouveaux et modernisés de gestion de l'information financière (« plan Athéna I » d'après son appellation interne), activités de formation et de sensibilisation, et préparation des états financiers selon les normes IPSAS de l'exercice financier s'étant terminé en 2014 ; et

c) La phase postérieure (depuis la fin 2014) comprend toute une gamme d'activités pour assurer, dans la durée, le respect des normes IPSAS, maximiser les avantages découlant de l'application de ces normes et renforcer le système informatique de gestion financière à l'OMT (plans Athéna II et suivants).

2. Pour référence, les rapports d'étape sur la phase préalable et la phase principale du projet soumis au Conseil exécutif et à l'Assemblée générale sont les suivants, classés par année : 2007 (CBF/48/2), 2009 (CBF/50/1), 2010 [CE/88/5(a)], 2011 [CE/90/5(a) add.1], 2012 [CE/93/5(b) Add.1], 2013 [CE/95/3(II)(a) Add.1], 2014 [CE/98/3(II)(b) Add.1, CE/99/5(c)] et 2015 [CE/100/5(a) Add.1 et A/21/8(II)(b) Add.1].

3. Le présent document fournit au Conseil exécutif et à l'Assemblée générale les informations les plus récentes concernant l'état d'avancement du plan de travail de l'OMT relatif à la phase postérieure au passage aux normes IPSAS. Il fait suite au rapport soumis en 2016 [CE/103/7(b) Add.1].

II. Phase postérieure à la mise en application des normes IPSAS

4. Les activités de cette phase permettront d'ancrer, dans l'Organisation, l'observation des prescriptions des normes IPSAS et de mettre au point de nouveaux modules informatiques dans Athéna, le système de gestion financière de l'OMT. Ces vastes projets de transformation des modes opératoires à l'OMT sont pris en main principalement par le programme Budget et finances. Pour faire face aux impératifs exigeants de la phase postérieure au passage aux normes IPSAS, des ressources supplémentaires sont requises, en particulier au sein du programme Budget et finances, pour permettre la systématisation réussie des tâches.

Assurer dans la durée le respect des normes IPSAS et maximiser les avantages découlant de ces normes

5. Afin d'inscrire dans la durée l'établissement d'états financiers conformes aux normes IPSAS, les organismes des Nations Unies, dont l'OMT, s'emploient maintenant à traiter un certain nombre de questions qui se posent au lendemain de ce passage, notamment : a) la mise en application des

nouvelles positions officielles sur les normes IPSAS, par exemple les normes IPSAS 34 à 38 sur le contrôle, le contrôle conjoint et l'influence significative, b) les questions de vérification externe des comptes et d'information financière, c) les méthodologies de comptabilisation et d'évaluation de l'assurance maladie après la cessation de service et d) les problèmes liés à la durée d'utilité économique des immobilisations corporelles.

6. L'OMT et les autres organismes des Nations Unies bénéficient, pour aborder ces questions, du soutien de l'équipe spéciale du système des Nations Unies sur les normes comptables. Placée sous l'autorité du Réseau Finances et budget du Conseil des chefs de secrétariat (CCS), cette équipe est un forum important pour les organismes des Nations Unies qui peuvent y confronter leurs expériences des normes IPSAS, notamment pour ce qui est de l'utilisation optimale des progiciels de gestion intégrés. L'objectif de l'équipe, dont l'OMT est un membre actif, est d'assurer la mise en conformité des organismes des Nations Unies avec les normes IPSAS en ayant une interprétation et une application uniformes de ces normes au sein du système des Nations Unies. L'équipe poursuit ses activités suivant quatre axes stratégiques : a) facilitation et communication, b) suivi des travaux du Conseil des normes IPSAS, c) coordination de la diversité comptable et d) orientations et appui.

7. Maximiser les avantages découlant des normes IPSAS (dans les domaines de la gouvernance, de la gestion opérationnelle et financière et de la comparabilité avec les autres organismes des Nations Unies) et assurer dans la durée le respect de ces normes réclament un investissement en temps et en ressources de la part de tous les organismes des Nations Unies, quelle que soit leur taille. Étant l'organisme le plus petit du système des Nations Unies, l'OMT est confrontée à des défis particuliers pour trouver les ressources financières et en personnel voulues afin de profiter de tous les avantages associés aux normes IPSAS.

Perfectionnement d'Athéna

Introduction

8. À l'OMT, l'affinement du système informatique de gestion financière, lequel est une variante « maison », sur mesure et limitée de progiciel de gestion intégré (PGI), figure parmi les activités de la phase postérieure au passage aux normes IPSAS, comme indiqué dans le document CE/88/5(a). Ce système est appelé en interne « projet Athéna ».

9. L'origine du projet Athéna, la programmation par étapes suivie pour son exécution (c'est-à-dire module par module, en fonction des ressources disponibles et de la capacité de déploiement de l'OMT), la méthodologie, la planification et la gestion, les avantages attendus et les risques repérés ont été détaillés en mars 2016 dans le document CE/103/7(b) Add.1.

10. Comme indiqué dans les documents CE/100/5(a) Add.1 et CE/103/7(b) Add.1, les premiers modules à mettre au point au titre du plan Athéna II sont ceux relatifs à la gestion des achats et aux comptes créanciers. Ce plan prévoit aussi l'amélioration et l'adaptation de modules déjà utilisés : budget, établissement de rapports, actifs, données de référence et administration. Après la mise en service d'Athéna II, les modules à mettre au point dans le cadre d'Athéna III comprendront : a) ventes et distribution, b) stock et c) comptes débiteurs, nécessitant aussi d'adapter certains modules existants.

Réduire à un minimum les risques potentiels

11. La mise en place d'un progiciel de gestion intégré (PGI) prend du temps et représente un défi complexe pour une organisation, indépendamment de sa taille. Elle exige des ressources financières et en personnel considérables. Le potentiel de risque est élevé.

12. Le secrétariat a engagé les mesures ci-après pour s'assurer d'avoir identifié tous les problèmes potentiels avant le début de l'exécution :

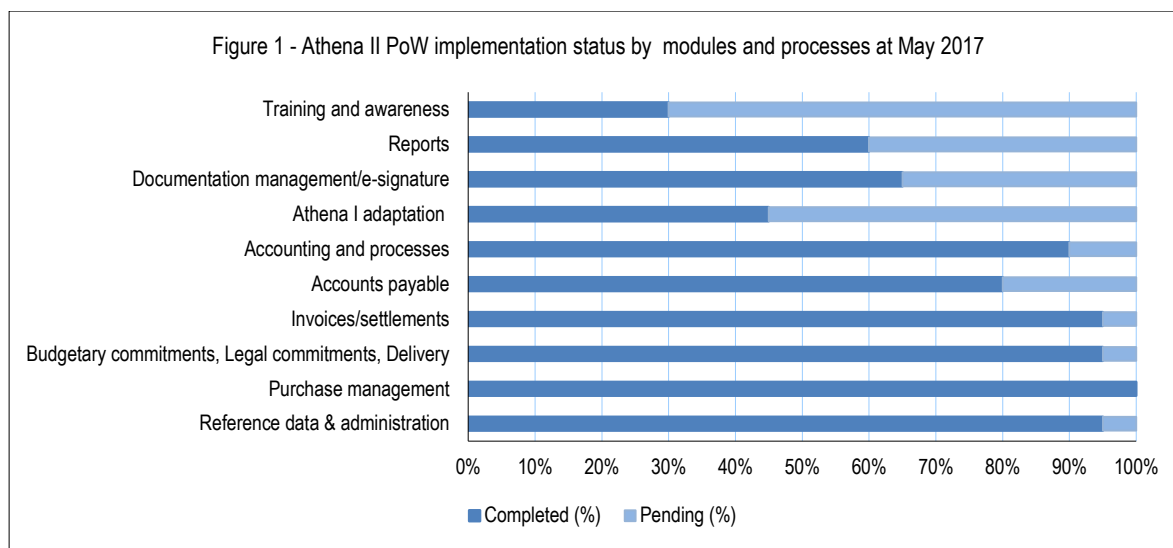
- a) Planification rigoureuse du déploiement de ressources adéquates et de l'établissement des priorités pour accélérer l'achèvement ;
- b) Importance accordée à l'exactitude des données – c'est la qualité des données qui fait la qualité du PGI – en se gardant de considérer le PGI comme un « fourre-tout » censé pouvoir absorber toutes les opérations d'une organisation ;
- c) Conditions actives de mise à l'essai, essentielles pour les simulations qui vont permettre d'observer les effets réels des changements et d'éviter les temps d'immobilisation imprévus ;
- d) Investissement dans la formation et la gestion du changement, en veillant à ce que le personnel puisse se familiariser avec le nouveau système avant sa mise en service, en dispensant des formations approfondies et en privilégiant les contacts fréquents avec les usagers ; et
- e) Stratégie de maintenance du PGI pour éviter l'obsolescence technique aussi bien que des modes opératoires.

13. Comme expliqué ci-dessus et dans les précédents rapports d'étape, le projet Athéna repose avant tout sur des ressources internes et met particulièrement sous pression le personnel du programme Budget et finances. Les tâches d'analyse et de conception, de mise au point des données de référence, d'administration, de maintenance, de mise à l'essai et de formation sont accomplies en plus des tâches ordinaires du programme de travail, lequel est exigeant, et avec les ressources limitées dont dispose le programme Budget et finances.

14. Compte tenu des contraintes actuelles en termes de personnel, il serait maintenant plus réaliste de repousser au premier semestre 2018 la date de mise en service de certains modules et processus d'Athéna II.

État d'avancement de la mise en œuvre

15. L'état d'avancement en date de mai 2017 permet de tirer les conclusions suivantes : a) près de 80 pour cent du travail a déjà été accompli, et b) les tâches restant à accomplir sont essentiellement des tâches de mise à l'essai, de formation et de sensibilisation ainsi que d'adaptation de modules déjà utilisés. La figure ci-dessous indique l'état d'avancement de l'exécution par module et par processus.



III. Suites à donner par l'Assemblée générale

16. L'Assemblée générale est invitée à :

- a) Prendre note du niveau de recouvrement des contributions des Membres pour l'exercice financier 2017 au 30 juin 2017 s'élevant à 9 800 066 EUR ainsi que du niveau de recouvrement d'arriérés de contributions se situant à 622 561 EUR ;
- b) Prier instamment les Membres n'ayant pas encore honoré leurs obligations financières de faire le nécessaire pour régler leurs contributions de 2017 de manière à éviter des retards susceptibles d'entraver l'exécution du programme ;
- c) Noter avec satisfaction les contributions volontaires, dons en nature et projets d'initiatives et encourager le Secrétaire général à les mettre en œuvre, en s'employant, chaque fois que possible, à diversifier les sources de financement des activités de l'OMT à l'appui des buts de l'Organisation ;
- d) Approuver l'utilisation de fonds de la réserve spéciale pour imprévus à hauteur de 35 000 EUR aux fins de la mise à jour du progiciel de gestion de la relation client (CRM) dans le cadre du projet du web ;
- e) Noter que les Nations Unies pourraient approuver en 2017 un indice d'ajustement révisé pour les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur dont on peut supposer qu'il prendra effet en 2017 et un barème des traitements à jour pour le personnel de la catégorie des services généraux entrant en vigueur le 1^{er} octobre 2017, et noter également que le Secrétaire général pourrait les appliquer tous les deux conformément à la disposition 33.1 du Règlement du personnel ;
- f) Prendre note des progrès réalisés dans le cadre de la phase postérieure à la mise en application des normes IPSAS et des pressions que font peser sur le secrétariat ces vastes projets portant sur les modes opératoires (application des normes IPSAS dans la durée et exécution du plan Athéna II) ;
- g) Encourager le Secrétaire général à continuer d'aller de l'avant dans la phase postérieure à la mise en application des normes IPSAS et à continuer de faire rapport sur son état

d'avancement au Conseil exécutif ; et

h) Prendre note que la mise en service des modules et processus d'Athéna II est programmée pour avoir lieu dans le courant du premier semestre 2018.

Annexe I: Comparaison des allocations budgétaires, plan de dépenses et allocations de crédits par grand programme et par programme – Budget ordinaire au 30 juin 2017

Comparison of budgetary allocations, plan of expenditure and allotments by major programmes and programmes -
Regular Budget
at 30 June 2017
Euros

	Original budget ¹	Plan of expenditure	Allotments
Budgetary expenditure	13,492,000.00	13,180,000.00	13,180,000.00
Staff	9,800,000.00	9,479,234.84	9,479,234.84
Non-staff	3,692,000.00	3,700,765.16	3,700,765.16
<i>A Member Relations</i>	<i>546,000.00</i>	<i>652,358.76</i>	<i>652,358.76</i>
A01 Regional Programme, Africa	120,000.00	110,000.00	110,000.00
A02 Regional Programme, Americas	120,000.00	110,000.00	110,000.00
A03 Regional Programme, Asia and the Pacific	120,000.00	136,873.31	136,873.31
A04 Regional Programme, Europe	69,000.00	210,485.45	210,485.45
A05 Regional Programme, Middle East	69,000.00	75,000.00	75,000.00
A06 Affiliate Members (Knowledge Network)	48,000.00	10,000.00	10,000.00
<i>B Operational</i>	<i>881,000.00</i>	<i>953,971.86</i>	<i>953,971.86</i>
B01 Sustainable Development of Tourism	110,000.00	110,000.00	110,000.00
B02 Technical Cooperation	79,000.00	55,000.00	55,000.00
B03 Statistics, Trends and Policy	252,000.00	234,482.80	234,482.80
B04 Destination Management and Quality	44,000.00	82,768.46	82,768.46
B05 Ethics and Social Responsibility	44,000.00	75,000.00	75,000.00
B06 Themis - Education and Training	122,000.00	110,000.00	110,000.00
B07 Institutional Relations and Resource Mobilization	125,000.00	145,000.00	145,000.00
B08 Special Field Projects	33,000.00	51,720.60	51,720.60
B09 UNWTO Liaison Offices	72,000.00	90,000.00	90,000.00
<i>C Support - Direct to Members</i>	<i>708,000.00</i>	<i>781,312.63</i>	<i>781,312.63</i>
C01 Conferences Services	163,000.00	162,998.28	162,998.28
C02 Management	352,000.00	355,166.95	355,166.95
C03 Communications and Publications	193,000.00	263,147.40	263,147.40
<i>D Support - Indirect to Members</i>	<i>1,557,000.00</i>	<i>1,313,121.91</i>	<i>1,313,121.91</i>
D01 Budget and Finance	166,000.00	180,000.00	180,000.00
D02 Human Resources	105,000.00	100,000.00	100,000.00
D03 Information and Communication Technology	353,000.00	275,000.00	275,000.00
D04 General Services	633,000.00	488,121.91	488,121.91
D05 Provisions	300,000.00	270,000.00	270,000.00

Remarks:

¹ Before transfers. In accordance to Programmes structure and appropriations approved originally by A/RES/651(XXI) of document A/21/8(I)(b), its structure update approved by CE/DEC/8(CIII) of document CE/103/7(a), its structure update approved by CE/DEC/8(CIV) of document CE/104/7(a) and the Secretary-General proposal of structure modification as presented in document CE/105/5(b).

Annexe II: Contributions mises en recouvrement au 30 juin 2017

A. État des contributions dues par les Membres au 30 juin 2017

Statement of contributions due to the General Fund

at 30 June 2017

Euros

Members	Years	Arrear Contributions	Contributions due 2017	Total
Total		16,353,364.02	3,551,579.29	19,904,943.31
<i>Full Members</i>		<i>14,469,019.94</i>	<i>2,978,147.11</i>	<i>17,447,167.05</i>
Afghanistan	81-87,89-08,10,12,14	703,988.77	0.00	703,988.77
Albania	-	0.00	0.00	0.00
Algeria	-	0.00	0.00	0.00
Andorra	-	0.00	0.00	0.00
Angola	-	0.00	0.00	0.00
Argentina	-	0.00	0.00	0.00
Armenia	-	0.00	0.00	0.00
Austria	-	0.00	0.00	0.00
Azerbaijan	-	0.00	40,608.00	40,608.00
Bahamas	-	0.00	0.00	0.00
Bahrain	78-84,02,10,15-16	450,944.05	66,402.00	517,346.05
Bangladesh	-	0.00	0.00	0.00
Barbados	-	0.00	0.00	0.00
Belarus	-	0.00	0.00	0.00
Benin	12,14-16	104,451.00	0.00	104,451.00
Bhutan	-	0.00	0.00	0.00
Bolivia	81-87, 89-98	419,180.57	32,134.00	451,314.57
Bosnia and Herzegovina	-	0.00	0.00	0.00
Botswana	-	0.00	53,558.00	53,558.00
Brazil	-	0.00	257,187.00	257,187.00
Brunei Darussalam	-	0.00	53,558.00	53,558.00
Bulgaria	-	0.00	0.00	0.00
Burkina Faso	12,16	51,622.00	26,779.00	78,401.00
Burundi	77-07,11-13,15-16	759,923.78	26,779.00	786,702.78
Cambodia	82-92	270,225.39	0.00	270,225.39
Cameroon	-	0.00	23,758.33	23,758.33
Cape Verde	-	0.00	0.00	0.00
Central African Republic	07-16	242,151.10	26,779.00	268,930.10
Chad	12-16	129,784.56	26,779.00	156,563.56
Chile	-	0.00	0.00	0.00
China	-	0.00	0.00	0.00
Colombia	-	0.00	0.00	0.00
Congo	16	442.38	32,134.00	32,576.38
Costa Rica	-	0.00	0.00	0.00
Croatia	-	0.00	0.00	0.00
Cuba	-	0.00	0.00	0.00
Cyprus	-	0.00	0.00	0.00
Czech Republic	-	0.00	0.00	0.00
Côte d'Ivoire	-	0.00	23,227.26	23,227.26
Democratic People's Republic of Korea	-	0.00	26,779.00	26,779.00
Democratic Republic of the Congo	98-00,02-06,08-12,16	286,175.26	26,779.00	312,954.26
Djibouti	03-16	306,953.00	24,101.00	331,054.00
Dominican Republic	16	64,268.00	64,268.00	128,536.00
Ecuador	16	1,568.84	0.00	1,568.84
Egypt	-	0.00	128,538.00	128,538.00
El Salvador	96,16	1,183.95	749.92	1,933.87
Equatorial Guinea	13-15	81,218.00	33,656.00	114,874.00
Eritrea	-	0.00	0.00	0.00

Members	Years	Arrear	Contributions due	Total
		Contributions	2017	
Ethiopia	-	0.00	26,779.00	26,779.00
Fiji	-	0.00	0.00	0.00
France	-	0.00	0.00	0.00
Gabon	15-16	106,753.56	53,558.00	160,311.56
Gambia	97-05,08-10,13	262,709.33	0.00	262,709.33
Georgia	-	0.00	0.00	0.00
Germany	-	0.00	0.00	0.00
Ghana	15-16	44,268.00	32,134.00	76,402.00
Greece	-	0.00	0.00	0.00
Guatemala	-	0.00	0.00	0.00
Guinea	96,98-00,07-09,14-16	212,507.01	26,779.00	239,286.01
Guinea-Bissau	92-96,99-16	503,584.55	26,779.00	530,363.55
Haiti	-	0.00	0.00	0.00
Honduras	15	29.18	0.00	29.18
Hungary	-	0.00	0.00	0.00
India	-	0.00	0.00	0.00
Indonesia	-	0.00	0.00	0.00
Iran, Islamic Republic of	15	6,267.00	81,217.00	87,484.00
Iraq	87, 91-06,12	1,784,623.11	40,608.00	1,825,231.11
Israel	-	0.00	0.00	0.00
Italy	-	0.00	0.00	0.00
Jamaica	-	0.00	0.00	0.00
Japan	-	0.00	0.00	0.00
Jordan	-	0.00	0.00	0.00
Kazakhstan	-	0.00	0.00	0.00
Kenya	16	465.79	0.00	465.79
Kuwait	98-16	194,980.21	160,671.00	355,651.21
Kyrgyzstan	96-10,12-15	449,000.30	0.00	449,000.30
Lao People's Democratic Republic	90-95,04	140,252.53	0.00	140,252.53
Lebanon	-	0.00	107,114.00	107,114.00
Lesotho	14	15,907.97	0.00	15,907.97
Liberia	12-16	129,791.00	26,779.00	156,570.00
Libya	14-16	163,054.00	64,268.00	227,322.00
Lithuania	-	0.00	0.00	0.00
Madagascar	14-16	60,455.39	26,779.00	87,234.39
Malawi	11-16	152,565.99	26,779.00	179,344.99
Malaysia	-	0.00	0.00	0.00
Maldives	-	0.00	0.00	0.00
Mali	15-16	2,342.04	26,779.00	29,121.04
Malta	-	0.00	0.00	0.00
Mauritania	78-05,15-16	683,184.16	26,779.00	709,963.16
Mauritius	-	0.00	0.00	0.00
Mexico	-	0.00	0.00	0.00
Monaco	-	0.00	0.00	0.00
Mongolia	16	31,480.00	32,134.00	63,614.00
Montenegro	-	0.00	32,134.00	32,134.00
Morocco	-	0.00	72,838.00	72,838.00
Mozambique	-	0.00	26,779.00	26,779.00
Myanmar	-	0.00	0.00	0.00
Namibia	08	44,358.00	0.00	44,358.00
Nepal	-	0.00	24,361.55	24,361.55
Netherlands	-	0.00	0.00	0.00
Nicaragua	01-02,08,09 83-87, 90-07,10-	68,412.04	0.00	68,412.04
Niger	11,14-16	653,353.81	26,779.00	680,132.81
Nigeria	15-16	40,299.74	40,608.00	80,907.74
Oman	-	0.00	0.00	0.00

Members	Years	Arrear	Contributions due	Total
		Contributions	2017	
Pakistan	15-16	2,352.82	40,608.00	42,960.82
Panama	-	0.00	0.00	0.00
Papua New Guinea	08-16	223,396.00	0.00	223,396.00
Paraguay	-	0.00	0.00	0.00
Peru	15	511.13	8,898.65	9,409.78
Philippines	16	2,323.11	0.00	2,323.11
Poland	-	0.00	0.00	0.00
Portugal	-	0.00	0.00	0.00
Qatar	-	0.00	0.00	0.00
Republic of Korea	-	0.00	0.00	0.00
Republic of Moldova	-	0.00	0.00	0.00
Romania	-	0.00	72,838.00	72,838.00
Russian Federation	-	0.00	0.00	0.00
Rwanda	12,15-16	56,081.04	26,779.00	82,860.04
Samoa	-	0.00	0.00	0.00
San Marino	-	0.00	0.00	0.00
Sao Tome and Principe	86-14	596,313.65	16,067.00	612,380.65
Saudi Arabia	03	101,628.00	0.00	101,628.00
Senegal	15	29,284.00	730.46	30,014.46
Serbia	-	0.00	0.00	0.00
Seychelles	-	0.00	0.00	0.00
Sierra Leone	80-00,03-16	798,148.12	26,779.00	824,927.12
Slovakia	-	0.00	0.00	0.00
Slovenia	-	0.00	0.00	0.00
South Africa	-	0.00	0.00	0.00
Spain	-	0.00	0.00	0.00
Sri Lanka	-	0.00	0.00	0.00
Sudan	86,89-03,06-08,13,14	479,189.92	32,134.00	511,323.92
Swaziland	-	0.00	0.00	0.00
Switzerland	-	0.00	0.00	0.00
Syrian Arab Republic	12-16	311,492.00	64,268.00	375,760.00
Tajikistan	-	0.00	0.00	0.00
Thailand	-	0.00	0.00	0.00
The former Yugoslav Republic of Macedonia	-	0.00	0.00	0.00
Timor-Leste	15-16	27,438.76	763.94	28,202.70
Togo	05-06	39,973.83	26,779.00	66,752.83
Trinidad and Tobago	-	0.00	0.00	0.00
Tunisia	-	0.00	0.00	0.00
Turkey	-	0.00	214,229.00	214,229.00
Turkmenistan	95-98,00-12,16 96-00,02-04,10-	541,841.40	40,608.00	582,449.40
Uganda	12,15-16	269,357.05	32,134.00	301,491.05
Ukraine	-	0.00	0.00	0.00
United Arab Emirates	81-87	518,247.76	101,759.00	620,006.76
United Republic of Tanzania	13-16	122,804.31	32,134.00	154,938.31
Uruguay	02-03	114,577.22	64,268.00	178,845.22
Uzbekistan	-	0.00	0.00	0.00
Vanuatu	10-16	143,576.00	21,422.00	164,998.00
Venezuela	13, 15-16	118,109.11	92,046.00	210,155.11
Viet Nam	-	0.00	0.00	0.00
Yemen	79-89,95,14-16	321,608.45	32,134.00	353,742.45
Zambia	14	26,040.90	26,779.00	52,819.90
Zimbabwe	-	0.00	0.00	0.00

Members	Years	Arrear Contributions	Contributions due 2017	Total
<i>Associate Members</i>		0.00	0.00	0.00
Aruba	-	0.00	0.00	0.00
Flemish Community of Belgium	-	0.00	0.00	0.00
Hong Kong, China	-	0.00	0.00	0.00
Macao, China	-	0.00	0.00	0.00
Madeira	-	0.00	0.00	0.00
Puerto Rico	-	0.00	0.00	0.00
<i>Affiliate Members</i>		854,462.05	570,432.18	1,424,894.23
<i>Former Full Members</i>		918,478.93	0.00	918,478.93
<i>Former Associate Members</i>		1,947.90	0.00	1,947.90
<i>Former Affiliate Members</i>		109,455.20	3,000.00	112,455.20

Remarks:

Full Members	Financial year start month
United Republic of Tanzania	July
Malawi	June
Bangladesh	July
Gambia	July
Uganda	July
Colombia	May
South Africa	April
Egypt	July
Iran, Islamic Republic of	March
Japan	April
Botswana	April
Indonesia	April
Lesotho	April
Mauritius	July
Turkey	March
Gabon	June
Pakistan	July

B. Arriérés de contributions reçus des Membres pendant la période s'étant terminée le 30 juin 2017**Arrear contributions received from Members
for the period ended 30 June 2017**

Euros

Members	Contribution year	30/06/2017
Total		654,986.61
<i>Full Members</i>		<i>574,864.82</i>
Brunei Darussalam	16	53,558.00
Cambodia	82	15,012.57
Colombia	16	24,328.67
Ethiopia	16	26,779.00
Gambia	96-97	20,208.41
Ghana	15	20,000.00
Côte d'Ivoire	15	4,127.11
Democratic People's Republic of Korea	16	26,779.00
Kyrgyzstan	95-96	23,631.59
Lao People's Democratic Republic	90	11,589.47
Lebanon	16	104,841.00
Madagascar	15	15,032.18
Montenegro	16	32,134.00
Nicaragua	00-01	17,103.00
Pakistan	10, 12-13, 15	37,293.09
Russian Federation	16	35,744.00
Senegal	16	31,480.00
Venezuela	16	75,223.73
<i>Affiliate Members</i>	<i>11-16</i>	<i>80,121.79</i>

Annexe III: Contributions volontaires reçues pendant la période s'étant terminée le 30 juin 2017

A. Contributions volontaires reçues par donateur pendant la période s'étant terminée le 30 juin 2017

Voluntary contributions received by donor
for the period ended 30 June 2017
Euros

Donor	Project	Currency	Amount	30/06/2017
				EUR
Total				1,901,219.78
UNDP	PCA projects (Morocco Hotel Classification and IY2017)	USD	510,000.00	469,710.00
Japan Tourism Agency	Regional Support Office of Asia Pacific Prototipo de la OMT, desarrollo de un producto	JPY	31,080,000.00	256,539.52
Argentina	Turismo Enológico	EUR		123,585.00
Republic of Korea	Asia Activity Fund	EUR		81,777.52
Suning Appliance Group (China)	UNWTO Awards	EUR		80,000.00
The Peace Parks Foundation	Updating 2009 Tourism Satellite Accounts	EUR		64,517.00
Paraguay	SENATUR Paraguay Plan Maestro de desarrollo Sostenible del Paraguay	USD	69,600.00	64,101.59
Technical University of Crete (Greece)	Nearly-Zero Emissions Hotels (EC project) Report on International Rural Tourism Development	EUR		61,198.42
Huzhou City (China)	Asia Pacific Perspective	EUR		60,000.00
A1 LLP	IY2017	EUR		54,356.00
HILTON Worldwide	IY2017	EUR		50,000.00
Patrimonio Autonomo FONTUR	IY2017	EUR		50,000.00
Ras Al Khaimah Tourism Development Authority (UAE)	IY2017	EUR		50,000.00
Statistical Centre for the Cooperation Council for the Arab Countries of the Gulf	Tourism Satellite Accounts	USD	40,393.00	37,605.88
Korea Tourism Organization	Case Study of Big Data and Cultural Tourism	EUR		35,000.00
European Bank for Reconstruction and Development	Regional Conference in Jordan	EUR		30,000.00
Macao, China	UNWTO Awards	EUR		30,000.00
Port Aventura Entertainment, S.A.U	UNWTO Awards	EUR		30,000.00
Amadeus It Group	IY2017	EUR		25,000.00
Azerbaijan	IY2017	EUR		20,000.00
Beijing Capital Airlines CO., LTD	IY2017	EUR		20,000.00
Mexico	IY2017	EUR		20,000.00
Fundación EuropaMundo	Improving Community Based Ecotourism in Thala Barivat, Cambodia	EUR		18,000.00
ITAIPIU	UNWTO Awards	EUR		15,000.00
Mozambique	Creation of a Strategic Tourism Development Plan	USD	13,476.00	12,546.16
Agència Catalana De Turisme	IY2017	EUR		10,000.00
Agencia Valenciana de Turisme	IY2017	EUR		10,000.00
AIRBNB	IY2017	EUR		10,000.00
East-Asia Inter-Regional Tourism Forum	IY2017	EUR		10,000.00
Innovation Norway	IY2017	EUR		10,000.00
Mastercard Europe Cromatika				
Comunicacion Visual SL	IY2017	EUR		10,000.00
Mastercard Europe Cromatika				
Comunicacion Visual SL	IY2017	EUR		10,000.00
Portugal	IY2017	EUR		10,000.00
Talal Abu-Ghazaleh Organization (Jordan)	IY2017	EUR		10,000.00

Donor	Project	Currency	Amount	30/06/2017
				EUR
Casa Africa	Co-edition Agreement "Enhancing and Fostering Tourism Development in the Continent"	EUR		8,000.00
Samsonite	UNWTO Awards	EUR		7,500.00
Global Geoparks Network	IY2017	EUR		5,000.00
JTB Corporation	Tourism Research and Consulting Cooperation	EUR		5,000.00
Swisscontact	IY2017	EUR		5,000.00
Les Roches International School of Hotel Management	Investour	EUR		3,000.00
Tourism Optimizer Platform	Investour	EUR		3,000.00
United Nations Environment Programme	Guidelines For Integrating SCP into tourism Master	USD	2,116.00	1,982.69
Centro de Formación en Turismo ANVR	Co-edition Agreement "UNWTO Knowledge Network Issue Paper Series, Volume II, Issue 1"	EUR		1,800.00
Betterfly Tourism	IY2017	EUR		1,000.00
Desarrollo e Investigaciones Turísticas Globaldit	IY2017	EUR		1,000.00
Explora S.C.P.A	IY2017	EUR		1,000.00
Fundacion Privada Hospital de la Santa Creu I Sant	IY2017	EUR		1,000.00
Lufthansa Group	IY2017	EUR		1,000.00
Mountain Lodges of Peru	IY2017	EUR		1,000.00
Patronato de Turismo de La Diputación de LLeida	IY2017	EUR		1,000.00
Peace Boat	IY2017	EUR		1,000.00
Rainbow Garden Village	IY2017	EUR		1,000.00
V&A Waterfront Holdings Ltd.	IY2017	EUR		1,000.00
Viajes con Encanto SL	IY2017	EUR		1,000.00

Remarks:

Contributions received in currency other than EUR are converted to EUR using UN Operational Exchange Rate (UNORE) at the date of reception of fund.

B. Contributions volontaires reçues par projet pendant la période s'étant terminée le 30 juin 2017**Voluntary contributions received by project
for the period ended 30 June 2017**

Euros

Project	Donor	Currency	Amount	30/06/2017
				EUR
Total				1,901,219.78
PCA projects (Morocco Hotel Classification and IY2017)	UNDP	USD	510,000.00	469,710.00
2017 International Year of Sustainable Tourism for Development (IY2017)	A1 LLP	EUR		401,356.00
	HILTON Worldwide	EUR		54,356.00
	Patrimonio Autonomo FONTUR	EUR		50,000.00
	Ras Al Khaimah Tourism Development Authority (UAE)	EUR		50,000.00
	Amadeus It Group	EUR		25,000.00
	Azerbaijan	EUR		20,000.00
	Beijing Capital Airlines CO., LTD	EUR		20,000.00
	Mexico	EUR		20,000.00
	Agència Catalana De Turisme	EUR		10,000.00
	Agencia Valenciana de Turisme	EUR		10,000.00
	AIRBNB	EUR		10,000.00
	East-Asia Inter-Regional Tourism Forum	EUR		10,000.00
	Innovation Norway	EUR		10,000.00
	Mastercard Europe Cromatika Comunicacion Visual SL	EUR		10,000.00
	Mastercard Europe Cromatika Comunicacion Visual SL	EUR		10,000.00
	Portugal	EUR		10,000.00
	Talal Abu-Ghazaleh Organization (Jordan)	EUR		10,000.00
	Global Geoparks Network	EUR		5,000.00
	Swisscontact	EUR		5,000.00
	ANVR	EUR		1,000.00
	Betterfly Tourism	EUR		1,000.00
	Desarrollo e Investigaciones Turisticas Globaldit	EUR		1,000.00
	Explora S.C.P.A	EUR		1,000.00
	Fundacion Privada Hospital de la Santa Creu I Sant	EUR		1,000.00
	Lufthansa Group	EUR		1,000.00
	Mountain Lodges of Peru	EUR		1,000.00
	Patronato de Turismo de La Diputación de Lleida	EUR		1,000.00
	Peace Boat	EUR		1,000.00
	Rainbow Garden Village	EUR		1,000.00
	V&A Waterfront Holdings Ltd.	EUR		1,000.00
	Viajes con Encanto SL	EUR		1,000.00
Regional Support Office of Asia Pacific	Japan Tourism Agency	JPY	31,080,000.00	256,539.52
UNWTO Awards for Excellence and Innovation in Tourism (UNWTO Awards)	ITAIPIU	EUR		162,500.00
	Macao, China	EUR		15,000.00
	Port Aventura Entertainment, S.A.U	EUR		30,000.00
	Samsonite	EUR		30,000.00
	Suning Appliance Group (China)	EUR		7,500.00
		EUR		80,000.00
Prototipo de la OMT, desarrollo de un producto Turismo Enológico	Argentina	EUR		123,585.00
Asia Activity Fund	Republic of Korea	EUR		81,777.52
Updating 2009 Tourism Satellite Accounts	The Peace Parks Foundation	EUR		64,517.00
Paraguay Plan Maestro de desarrollo Sostenible del Paraguay	Paraguay	USD	69,600.00	64,101.59
Nearly-Zero Emissions Hotels (EC project)	Technical University of Crete (Greece)	EUR		61,198.42

Project	Donor	Currency	Amount	30/06/2017
				EUR
Report on International Rural Tourism Development: Asia Pacific Perspective	Huzhou City (China)	EUR		60,000.00
Tourism Satellite Accounts	Statistical Centre for the Cooperation Council for the Arab Countries of the Gulf	USD	40,393.00	37,605.88
Case Study of Big Data and Cultural Tourism	Korea Tourism Organization	EUR		35,000.00
Regional Conference in Jordan	European Bank for Reconstruction and Development	EUR		30,000.00
Improving Community Based Ecotourism in Thala Barivat, Cambodia	Fundación EuropaMundo	EUR		18,000.00
Creation of a Strategic Tourism Development Plan	Mozambique	USD	13,476.00	12,546.16
Co-edition Agreement "Enhancing and Fostering Tourism Development in the Continent"	Casa Africa	EUR		8,000.00
Tourism Investment and Business Forum for Africa (Investour)	Les Roches Internacional School of Hotel Management	EUR		6,000.00
	Tourism Optimizer Platform	EUR		3,000.00
Tourism Research and Consulting Cooperation	JTB Corporation	EUR		5,000.00
Guidelines For Integrating SCP into tourism Master	United Nations Environment Programme	USD	2,116.00	1,982.69
Co-edition Agreement "UNWTO Knowledge Network Issue Paper Series, Volume II, Issue 1"	Centro de Formación en Turismo	EUR		1,800.00

Remarks:

Contributions received in currency other than EUR are converted to EUR using UN Operational Exchange Rate (UNORE) at the date of reception of fund.

Annexe IV: Dons en nature reçus pendant la période s'étant terminée le 30 juin 2017

In-kind donations received for the period ended 30 June 2017		
Euros		
Donor	Project	30/06/2017
Total		764,964.00
<i>Use of conference facilities</i>		
		<i>357,852.20</i>
Philippines	6th International Conference on Tourism Statistics	150,000.00
Astana Expo	Conference on Tourism and Future Energy	65,500.00
United Arab Emirates	42nd Meeting of the UNWTO Regional Commission Middle East	30,800.00
Poland	3rd International Congress of Ethics and Tourism	15,791.74
Agencia Valenciana de Turisme	7th UNWTO Silk Road Task force meeting	10,000.00
Georgia	3rd Euro-Asian Mountain Resorts Conference	10,000.00
Algeria	Pour La Tenue Du Programme De Refor. Des Cap. Stat.	9,368.00
	29th Joint Meeting of the UNWTO Commission for East Asia and the Pacific	8,500.00
Bangladesh		8,000.00
Bulgaria	UNWTO Second International Western Silk Road Workshop	7,592.00
España	105 Reunión Consejo Ejecutivo OMT	6,500.00
Greece	UNWTO First International Western Silk Road Workshop	6,000.00
Basque Culinary Center Fundazioa	III Foro Mundial de Turismo Gastronómico de La OMT	6,000.00
	UNWTO Master Class - Chinese Tourism to the Mediterranean Countries	5,500.00
Malta		5,250.00
Instituto de Turismo de la Region de Murcia	1er Congreso Mundial sobre Destinos Turísticos	5,000.00
El Salvador	61ª Comision Regional de la OMT para las Americas	5,000.00
Honduras	61ª Comision Regional de la OMT para las Americas	4,715.00
Papua New Guinea	11th UNWTO Asia/Pacific Executive Training Programme	4,335.46
Ethiopia	59th UNWTO Regional Commission for Africa	
<i>Travel</i>		<i>407,111.80</i>
Philippines		89,562.50
El Salvador		22,898.23
Ethiopia		21,169.70
Bangladesh		18,971.89
Bangladesh Tourism Board		16,054.16
A1 LLP		12,500.00
Mexico		11,253.25
Argentina		11,100.00
Kenya		8,887.37
Chengdu Tourism Administration		7,791.35
Republic of Moldova		7,510.66
Japan International Cooperation Agency		6,500.36
Procolombia		6,314.12
Changshu Municipal Peoples Government		5,000.00
Malaysia		4,503.69
China		4,500.00
Banco Interamericano de Desarrollo		4,490.00
Korea World Travel Fair		4,195.69
Japan Tourism Agency		4,150.00
Municipality of Astrakhan		4,000.00
Foundation for European Progressive Studies		3,785.60
Azerbaijan		3,760.30
Bahrain		3,687.46
Jamaica		3,496.56
World Tourism Cities Federation		3,487.32
India		3,294.81
Georgia		3,280.09
Belarus		3,230.00
Papua New Guinea		3,185.89
Ministry of Tourism Cambodia		3,148.00

Donor	Project	30/06/2017
Universidad Anahuac		3,075.28
Huzhou City		3,000.00
COTELCO-Asociación Hotelera de Colombia		2,985.55
Korea Tourism Organization		2,842.94
Indonesia		2,800.00
Pacific Asia Travel Association		2,772.20
Basque Culinary Center Fundazioa		2,746.49
UBM India Put Ltd		2,663.20
Malta		2,389.58
Oman		2,294.22
Viet Nam National Administration of Tourism		2,287.50
United Arab Emirates		2,200.43
Algeria		1,989.22
Instituto de Turismo de la Region de Murcia		1,894.26
Georgian National Tourism Administration		1,890.00
UNESCO		1,888.14
NECSTOUR		1,818.95
International Trade Centre		1,713.63
Tbilisi Municipality City Hall		1,695.00
Colombia		1,621.62
United Nations Environment Programme		1,525.82
Serbia		1,400.00
Portugal		1,252.19
Japan		1,172.64
Bulgaria		1,140.00
Hungary		1,090.08
Japan		1,040.32
Croatia		1,004.47
Various donors (below EUR 1,000 and unidentified)		45,209.07

Annexe V: Projets d'initiatives de la période allant jusqu'au 30 juin 2017

Initiative projects

for the period ended 30 June 2017

Euros

Project	Concept	30/06/2017
Tourism, Sports and Mega Events Support	IA, AA	246,455.90
Regional Programme for Europe Support	IA	115,843.20
Technical Cooperation Support	IA	81,000.00
Regional Programme for Africa Support	AA	8,000.00
EU Horizon 2020 Support	IA	4,000.00

Legend: IA: Initial allocation, AA: Additional allocation